
DOSSIER DE PRESSE

BUDGET 2025
LES CONTRE PROPOSITIONS DU PCF



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

LES JOURS HEUREUX, C'EST POSSIBLE

Avec ce projet, le Parti communiste français et ses parlementaires se donnent les moyens de **développer le pays pour changer significativement les conditions de vie de nos concitoyennes et de nos concitoyens.**

Nous voulons le faire de façon saine et efficace, socialement, écologiquement et économiquement.

Nous voulons répondre aux besoins de nos concitoyens et concitoyennes et redresser les comptes de la Nation. Pour cela, il faut **réparer la France par la création de richesses et le travail**, ce qui implique de s'appuyer sur les capacités de chaque femme et homme ; capacités que nous voulons renforcer à travers la formation, l'emploi, de meilleurs salaires par la réindustrialisation du pays et par le développement de services publics indispensables à la construction de notre avenir commun.

Nous engageons une politique d'appui à la demande et de transformation de l'offre en même temps.

Une offre dont le cœur est constitué des capacités créatrices et productrices des femmes et des hommes de notre pays.

Il y a **quatre manières de financer un budget** : la **baisse des dépenses, l'impôt, l'emprunt et la création monétaire**. C'est ce que les étudiants en économie apprennent en deuxième année. Nous affirmons que nous ne relèverons pas les immenses défis auxquels la France est confrontée en baissant les dépenses publiques ni uniquement par la fiscalité mais **en partant du principe que les dépenses d'aujourd'hui – par le biais d'avances massives et bien orientées – feront les recettes de demain.**

Engagés depuis le début dans le Nouveau front populaire, nous avons contribué à son programme qui est porteur d'une logique de lutte et d'alternative aux choix d'austérité portés par Emmanuel Macron depuis sept ans et incarnés aujourd'hui dans le budget présenté par Michel Barnier.

En affichant une logique claire, fidèle à la tradition d'une gauche de transformation sociale et pour cela **porteuse d'une politique réaliste et radicale de progrès** écologique, social, économique et démocratique et en prenant appui sur la cohérence de ce programme, **nous voulons préciser, développer et renforcer cette cohérence entre objectifs, moyens et pouvoirs démocratiques**, notamment en :

- Ne faisant pas tout reposer sur des impôts supplémentaires mais en **mobilisant des avances à travers le pôle public bancaire**. Ces prêts à taux zéro serviront à financer nos services publics et à réindustrialiser le pays ;
- **Engageant une autre relation de la société avec les entreprises grâce à des réformes de structures** (modulation des cotisations sociales, conditionnalité des aides publiques, pôle public bancaire, baisse du coût du capital) pour s'assurer par un contrôle démocratique, que l'argent est bien utilisé pour développer l'emploi, la formation et ainsi des richesses utiles au pays ;
- **Ouvrant les négociations avec nos partenaires européens et en faisant appel aux peuples de l'UE** pour un financement solidaire des services publics, dégagé de l'emprise des marchés financiers.

Face aux défis climatiques et sociaux, face aux risques de récession que le budget de Michel Barnier accroît, et face aux guerres qui menacent, nous faisons le choix d'engager notre pays dans une dynamique positive, porteuse d'espoir pour de nouveaux jours heureux.

Nous récusons le malthusianisme de la baisse des dépenses publiques, partagé par la droite et l'extrême droite, car nous savons qu'elle conduit à de très graves maux, comme celui de la montée du fascisme dans les années 1930 avec les conséquences que l'on sait.

Nous renouons avec l'esprit qui a permis de sortir notre pays des difficultés immenses de l'après-guerre en nous appuyant sur un **projet social et écologique transformateur et des avances bancaires massives à son service**, avec de nouveaux pouvoirs démocratiques pour les salariés.

Nous proposons en même temps **d'innover**, en ne nous cantonnant ni à un simple appui à la demande, ni

à une action sur la seule répartition des richesses, mais en promouvant dans toute l'économie et dans les entreprises des critères d'efficacité nouveaux, écologiques et sociaux, et le développement des capacités humaines.

CHANGER DE LOGIQUE : LES DÉPENSES FONT LES RECETTES DE DEMAIN

Pour relancer une croissance saine (développement des services publics et conversion écologique de l'industrie), le PCF propose des **avances massives financées à taux zéro grâce à la contribution du pôle public bancaire** (Banque postale et Caisse des dépôts, BPI) qui lui-même se refinancera auprès de la BCE.

Nous mènerons la bataille politique, avec tous nos partenaires européens, pour financer ces dépenses d'avenir et écologiques à taux très bas voire négatifs, par la BCE ; des taux déjà pratiqués en 2008, 2014 et amplifiés en 2020 mais sans critères de développement écologique et social.

Pour réduire le déficit public, nous traçons une trajectoire sur plusieurs années comme le permet le Pacte de stabilité qui donne 7 ans à tous les pays européens pour atteindre cet objectif lorsque sont engagées des dépenses écologiques et d'avenir. **Avec notre programme, d'ici 2030, le déficit public de la France sera résorbé.**

Nous tendons la main à tous nos partenaires européens, pour adhérer également à cette logique et créer, ensemble, un Fonds pour les services publics, financé à 0% par la BCE, pour tous les pays de l'UE.

NOTRE OBJECTIF : LA CRÉATION DE 3 MILLIONS D'EMPLOIS

Notre objectif est de créer au minimum trois millions d'emplois supplémentaires d'ici à 2030 pour répondre aux exigences de production sociale et écologique et à l'ambition d'une vie meilleure pour toutes et tous.

Nous proposons de réaliser 50 000 embauches (pré-recrutements dans la santé, l'éducation, la recherche, la justice, la police de proximité) dans la fonction publique dès 2025, **avant d'atteindre 600 000 agents publics supplémentaires en 2030.**

Les bénéficiaires (post concours) recevraient un revenu durant leur formation, avec à l'issue de celle-ci, la reconnaissance de leur diplôme via un juste salaire et un emploi statutaire garanti par l'Etat en contrepartie d'un engagement décennal à travailler pour l'Etat.

Ce dispositif pourrait être ouvert aux grandes entreprises publiques qui le souhaiteraient, en fonction d'objectifs sociaux et écologiques : fret ferroviaire, transport en commun, électricité décarbonée, etc.

Parallèlement aux 600 000 emplois publics à créer en 5 ans, nous avons l'ambition de reconstruire une véritable stratégie industrielle et de relocaliser 2 millions d'emplois.

Cette nouvelle ère industrielle, mise au service de la réponse aux besoins humains et comme ceux de la Nation, devra pouvoir répondre aux urgences climatiques et à l'objectif de neutralité carbone de la France à l'horizon 2050.

Energie, sidérurgie, chimie... les entreprises pourront faire appel à des prêts à taux zéro voir négatifs, financés par le secteur bancaire et dont les intérêts seront pris en charge par l'Etat à hauteur de 8 milliards d'euros pour 200 milliards d'euros d'investissements. Ces prêts seront conditionnés à des engagements en faveur du climat, de l'emploi, de l'égalité salariale femme-homme.

Au total, les créations d'emplois publics et privés s'accroissent, de 120 000 en 2025 à 1,2 million créés en 2030 pour atteindre 3M au total en 2030.

À l'horizon 2030, le PIB s'accroît de 28 % par rapport à 2024, soit environ 372 milliards d'euros supplémentaires, revenant ainsi à l'équilibre.

SUPPRIMER L'INJUSTICE FISCALE

Nous créerons les conditions d'une extinction progressive de la CSG (-15 milliards d'euros pour les retraités) au fur et à mesure qu'une réforme du financement de la protection sociale par les cotisations deviendra opérationnelle.

Nous baisserons la TVA sur les produits de première nécessité et sur la fourniture d'électricité (-20 milliards d'euros pour les ménages).

RÉTABLIR LA JUSTICE FISCALE

Nous établirons une cotisation sociale nouvelle sur les revenus financiers bruts des entreprises, des banques et assurances, pour financer les dépenses de retraites, à 10% comme les revenus salariaux : + 60 Md€.

Nous rétablirons un ISF qui deviendra « social et climatique », intégrant l'ensemble des biens professionnels, avec une modulation selon que les biens professionnels contribuent à l'emploi et à des productions écologiques ou non : +20 Md€.

Nous créerons un nouvel impôt territorial calculé sur le capital immobilier, matériel et financier des entreprises. Dans un premier temps il porterait sur leur capital financier soit : 16 000 Md€ taxés à 0,1%, prélevé nationalement et redistribué intégralement aux collectivités territoriales : +16 Md€.

Nous mettrons en place une réforme de la fiscalité des entreprises avec un impôt sur les sociétés universel, progressif (en fonction de la taille des entreprises) et incitatif pour des investissements porteurs d'emplois, de formations, de bons salaires et de recherche : +15Md€.

Nous établirons un impôt sur le revenu universel en taxant les revenus de la rente et du capital au moins comme ceux du travail avec comme objectif de ralentir les prélèvements sur les bas et moyens revenus, et de les accélérer au-dessus de 45 000 € (/an et par personne) : +10 Md€.

POUR UNE CROISSANCE SOCIALEMENT ET ÉCOLOGIQUEMENT SAIN

Nous réorienterons les aides aux entreprises (175 à 200 Md€) à partir de critères sociaux (salaires, emplois) et environnementaux.

Nous reconvertirons 22 Md€ d'exonérations de cotisations sociales en bonifications et avances aux entreprises pour se développer sur la base de critères sociaux et écologiques, finançant jusqu'à 200 Md€ d'investissements et des avances à 0% pour hausse des salaires.

Dès 2025, nous consacrerons 40 Md€ pour un véritable plan climat qui réponde aux urgences, dont la mise à niveau du système électrique, la rénovation thermique, et la décarbonation des transports. **Comme chiffré dans le Plan climat du PCF, ces dépenses doivent progresser de manière constante pour s'établir a minima à 90 Md€ par an**, pour subvenir aux besoins écologiques sans faire d'économie sur le dos des travailleurs et de la nature.

